

Pièce N°4 : ETUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

P14 Identité du demandeur :

question : Qui se cache derrière cette société UGIRING ? Quel type de société est-elle ? (SA ou SAS) Beaucoup de flou dans le tableau 1 où pour avoir des infos il faut écrire ! Est-ce normal ?

Historique du site :

remarques : Depuis 1928 CE SITE EST EXPLOITE A DES FINS INDUSTRIELLES !!! LES HABITANTS DU SECTEURS NE DEVRAIENT ILS PAS AVOIR LE DROIT A UN ARRET DE CET ETAT DE FAIT PRESQUE 100 ANS PLUS TARD !!! (EN 1928 les gens n'étaient pas conscients des risques des installations industrielles comme aujourd'hui ni même probablement informés que leur futur -et celles des générations suivantes -serait grevé par ces installations!)

Analyse de l'état initial Pour situer :

p25 données d'urbanisme : La lèche fusion de 8 communes fait partie de la CCVA (communauté de communes des Vallées d'Aigueblanche) qui est un établissement public de coopération inter communal (EPCI) de 7200 habitants en 2019.

p31 3,1,3 : Le site du projet est localisé à environ 150 m de la zone de développement nommée zone au centre de petit cœur Cette OAP consiste en la création de logements et d'un cheminement doux transversal avec un espace publique ouvert en face de l'école communale

LA IL Y AURA BIEN QUE LE CHEMINEMENT QUI SERA DOUX (hélas même pas!)

« „OAP VILLAGES nommé Chef lieu de Petit-Coeur où l'on trouve mairie annexe, équipements scolaires „, dents creuses permettant une certaine densification„, en organisant l'urbanisation face à l'école ... (logements collectifs...en tout 60 logements nouveaux ETC ETC

remarque s: NON MAIS DE QUI MOQUE T ON ??? NOUVELLES POPULATIONS EXPOSEES A DES RISQUES MAJEURS SUR LEUR SANTE

Mais ces dents creuses et espaces à urbaniser feront sans doute la joie des dirigeants d'UGIRING qui pourront s'y installer avec toute leurs familles et amis et pourront même y inviter tous les signataires qui sont en sa faveur et ainsi en apprécier tous les bienfaits.

A noter que les personnes dites sensibles représentent 26,1 % de la population dont 17,4 % d'enfants :

CELA NE PESE PAS LOURD DANS LA BALANCE SEMBLE T-IL!!

question : cet aspect a t-il été pris en compte ?

remarque : J'ai rencontré une infirmière du centre hospitalier d'Albertville ; elle était scandalisée : « Avec tous les cas de maladies, de cancers, tous les enfants ayant des problèmes pulmonaires, neurologiques, d'autisme, en provenance de cette vallée ? ILS SONT FOUS »

Non ce n'est pas une vue de l'esprit. S'il vous plaît, interrogez les bonnes personnes , faites les études nécessaires et faite en sorte que le problème ne s'aggrave pas !!! Refusez ce projet !

Une étude de santé indépendante avec des comparatifs sur d'autres secteurs exposés et non exposés est exigée !

Si Ugiring avait un tant soit peu de déontologie, elle pourrait financer cette étude avec les deniers qui lui ont été alloués par l'état (les impôts des français)

3,2,2,2 Zones économiques

« La lèche connaît une forte tradition industrielle »

remarques et question : EH BIEN MAINTENANT ELLE ASPIRE A AUTRE CHOSE ,,bien légitimement ! Ou tout au moins à quelque chose de moins polluant et angoissant COMPREHENSIBLE NON ? (aucun autre projet moins polluant envisagé?, vraiment ?)

3,2,3 Agriculture

Parcelle agricole la plus proche : 150 m ; zones pastorales les plus proches : environ 1 km

remarques : LA IL Y A UN OS NON ? EMPOISONNEMENT DES TERRES DE PATURES DONC DES ANIMAUX DONC DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE.

Remarques et questions: L'AGRICULTURE ne mérite pas plus de considération ? Quelques lignes seulement dans ce dossier ON FAIT MOURIR L'AGRICULTURE AU PROFIT DE L'INDUSTRIE ! Sans aucun scrupule, sans aucune honte ! Cela démontre combien l'humain a été pris en considération dans ce dossier

- qui défend l'agriculture dans ce dossier ? Aucun avis, même consultatif n'est demandé ???

3,2,4 Patrimoine : 3,2,4,1, 3,2,4,2, 3,2,4,3, 3,2,4,4 , 3,2,4,5 : D'après ce document tout va bien, il n'y a rien à voir. Les localisations entre 1,9 km et 20 km sont suffisantes.

Remarque : les polluants attaquent les bâtiments (tout comme la nature et la santé humaine)
question : qui paiera les remises en état ?

ERP :

3.2.5.1 - Etablissements scolaires : Ecoles maternelles et élémentaires Entre 170 m et 3 km du site

- collège et lycée : 5,2 et 5,3 km

- Enseignement supérieur ; 23 km

3.2.5.2 - crèches : Les Piou Piou à 3,3 km du site

remarques et questions : L'ancienne école de Petit-Coeur recevant régulièrement des enfants pour le CROC loisirs et autres n'est pas mentionné IL SERA POURTANT BIEN IMPACTÉ PAR LE PROJET et un projet de future crèche n'était il pas dans les tuyaux ?

Question : que fait-on des cerveaux de nos futurs ingénieurs, chercheurs, ...industriels ? Pensez-y maintenant : on en aura bien besoin pour remettre en état la nature !

Remarque : APRES NOUS LE DELUGE telle est la devise d'UGI'RING et de tous les acteurs qui soutiennent de ce projet !

3,2,5,3 - Maison de retraite EHPAD : 2,3 km

remarques : LA aussi TOUT VA BIEN !!! CETTE POPULATION EST APPELÉE A DISPARAITRE VITE ALORS UN PEU PLUS , UN PEU MOINS

3.2.5.4- Hôpital : : environ 5,5 km *remarques : mais la pollution n'ira pas jusque là ! Seuls les malades – du site – s'y rendront en nombre !*

3.2.5 .5 Equipements sportifs *remarques : Le plus près 200m BIEN !!! Destinés aux enfants, sportifs, promeneurs, vacanciers, curistes , anciens ETC.*

3.2.5.6 ERP « **non sensibles** » *remarques : Là il vont être contents les curistes, les utilisateurs de la SNCF , garages, hôtels, restaurants, employés résidents temporaires ou pas ...de n'être pas pris en compte Les seuls résidents*

qui ne diront rien sont ceux du cimetière !

*Remarque : Relevé sur le site de la Préfecture de Savoie Observatoire des Territoires de la Savoie – Tourisme : « La Savoie est le 3 ème département thermal de France avec 48 560 cures médicales en 2018, dans 4 stations thermales (Aix les Bains, Brides les bains, Challes les Eaux, **La Léchère**)*

questions : pour combien de temps encore ?

La préfecture va t elle sacrifier le thermal à l'industrie ?

Répondre SVP

3,2,6, Tourisme : « La commune de La Léchère présente un certain intérêt touristique » « Elle bénéficie par ailleurs d'une station thermale renommée » « Le tourisme vert connaît un enjeu fort de développement... » ETC ETC_

remarque : MAIS LA ON MARCHE SUR LE TETE : CET ETAT DES LIEUX REND TOUT SIMPLEMENT LE PROJET UGIRING IRRÉALISABLE

3,2,7.1 Transport routier : TOUJOURS PLUS DE CAMIONS AVEC CE PROJET ET DES MATIERES POLLUANTES ET DANGEREUSES

3.7.2 Transport ferroviaire

remarques : LA VOIE FERREE EN CAS D'ACCIDENT SERA LOURDEMENT IMPACTEE VU SA PROXIMITE ET QUE DIRE QUAND DES CHARGEMENTS DE PRODUITS CHIMIQUES Y TRANSITERONT (projet à l'étude dixit UGIRING)

3.3 MILIEU PHYSIQUE :

POLLUTION DE L'AIR : Il est noté page 96 « Dune manière générale le territoire CCVA est plus émetteur que la moyenne du département »

A noter que jusqu'en 2019 le territoire CCVA émettait de manière significative des SOX par rapport à la moyenne du département (sans doute du à l'activité industrielle de la zone) » Les schémas P 96 montrent une diminution des émissions de polluants (NOX et SOX) notamment en 2018/2019/2020 idem page 97 PM 10 ET pm 2.5 et COV

remarque : ON ETAIT SUR LA BONNE VOIE ON AURAIT DU S'EN FELICITER ET NON RELANCER UNE ACTIVITE GENERATRICE DE POLLUANTS ENCORE PLUS INQUIETANTS (En fait, ce n'est pas ce qui est recherché, moins de pollution?)

p 104 : « le secteur de l'industrie est le plus émetteur de gaz à effet de serre (GES) responsable de 83% DES EMISSIONS EN 2019 (corroboré par le tableau de la page 105)

Remarques: - CE PROJET N'EST IL PAS PRESENTE COMME UTILE POUR LUTTER CONTRE LES GAZ A EFFET DE SERRE ET OUI VOUS SAVEZ AVEC LES VEHICULES ELECTRIQUES SI PROPRES????!!

ma question : dire quel sera le gain réel de gaz à effet de serre.

Le milieu physique sera mis à mal comme le physique des habitants

—

P115 : PLAN PREVENTION DES RISQUES NATURELS (PPRN)

« ... site du projet concerné par des écoulements de surface (coulées boueuses, écoulements torrentiels-zone 1.03 - , inondations- zone 1.06-)et des mouvements de terrain (affaissement et/ou effondrement) zone 2.02 b du PPRN avec mise en œuvre de prescriptions »

Remarque : AU VU DE LA NATURE DU PROJET PRESENTANT DE NOMBREUX RISQUES CELUI-CI EST IL VRAIMENT REALISABLE AVEC DE SIMPLS

PRESCRIPTIONS ? (comme pour une simple habitation?)

LES PRESCRIPTIONS DEVRAIENT ETRE VRAIMENT PROPORTIONNEES .

P118 : . »..le site du projet reste soumis à des risques d'écoulement de surface via le zonage du

PPRN »

remarque : LE LESSIVAGE DES SURFACES polluées par des substances chimiques risque d'entraîner celles ci dans les sols et les eaux Eh non ! L'homme « d'Ugiring » ne maîtrise pas tout !

Sismicité : zone de risque moyen :

remarques et questions : MOYEN, donc connu (ne veut pas dire inexistant, MAIS PAS RASSURANT)

En cas de séisme, ce sera un château de sable qui s'effondrera avec toutes les conséquences entraînées par un tel établissement (devrais-je dire un château « effeuillé ?) Et qui paiera ???

P129 : TRANSPORTS DE MATIERES DANGEREUSES

« Concernant le site du projet, le principal danger serait un accident lié aux transports de matières dangereuses sur la RN90 et sur la voie ferrée. Les bâtiments de production du site sont localisés à environ 50 m de la RN90 et 100 m de la voie ferrée. Même si les bâtiments restent éloignés de ces deux voies de transport, le risque TMD par voie routière et ferroviaire **sera toutefois retenu.** »

remarques : - LA , LES TERMES EMPLOYES: « restent éloignés de ces deux voies de transport » font encore preuve de cynisme et mensonge.

- LA LOI BARNIER ne semble pas respectée, mais elle fait état de tant de dérogations qu'elle pourrait hélas donner raison à UGITECH (jungle des textes de loi)

PEUT ETRE FAUDRAIT IL INFORMER LES USAGERS DE LA ROUTE ET DU TRAIN DES RISQUES QU'ILS ENCOURENT .

p157 ; la campagne de mesure du bruit dit que : « l'ambiance sonore est marquée par la faune locale chien (autour du site) oiseaux au droit du site et autour »

remarque : LA JE PENSE QUE L'ON SE MOQUE DU MONDE ENCORE UNE FOIS . Ce n'est ni scientifique ni même sérieux LE BRUIT C'EST L'ACTIVITE INDUSTRIELLE QUI LE GENERE !

MAIS « (surtout en journée) par le vent »

remarque : Là il faut se référer au chapitre sur les vents qui ne semble pas tout à fait en accord !

4/ RAISONS DU CHOIX DU PROJET (page 169)

4.1 un projet **nécessaire et utile**

« Le projet UGI'RING à La Léchère revêt par conséquent un intérêt stratégique en :

- limitant la dépendance d'UGITECH liée à l'extraction minière ;
- améliorant l'empreinte environnementale d'UGITECH ;
- créant, dans une première étape, près de 50 emplois directs sur le site de La Léchère;
- améliorant globalement la compétitivité du Groupe visant à assurer la pérennité de l'entreprise ;
- diversifiant l'activité d'UGITECH. «

remarque : On voit donc bien que ce projet revêt donc principalement un intérêt stratégique pour et au profit d'UGITECH

A Ugine , une petite unité aurait été réellement circulaire et aurait eu le mérite de roder ce fameux procédé « expérimental », avant de passer à la démesure.

4.2 les atouts du site de la léchère (p169-170)

- Superficie multipliée par cinq par rapport à UGINE
- un site directement accessible par voie routière
- un site directement desservi par une voie ferroviaire (à l'étude pour un futur développement)

*remarques : La voie routière est le principal et seul accès desservant la Tarentaise et Haute Tarentaise avec des pics de circulations lors des migrations touristiques générant des encombrements et bouchons tout cela à proximité d'un site industriel SEVESO 2 ! Bonjour la sécurité et en plus on va ajouter des camions -(générateurs de gaz à effet de serre)- transportant des matières dangereuses
Quant au chemin de fer celui-ci n'est pas très performant pour le transport voyageurs mais là on pourrait le développer – SUR LA MEME VOIE ???– par des transports de matières dangereuses ???? ajoutant de l'insécurité à l'insécurité*

4.3 des partenaires solides (p171)

Des subventions nationales et régionales

Des autorités nationale, régionales et locales ayant soutenu le projet

remarques et question LA ON VOIT QUE TOUS LES ACTEURS PUBLIQUES SONT IMPLIQUES ET QU'AUCUN N'A ESTIME NECESSAIRE D'INFORMER LA POPULATION CONCERNEE (même nos plus proches élus)

question : Que dit la loi sur le rôle des élus ? Ne sont-ils pas censés avant tout protéger leurs populations ? (J'ai toujours cru qu'ils étaient là pour nous – maintenant je sais que c'est faux ! Je m'en souviendrai au moment des élections.

« UGIRING a prévu de s'entourer de partenaires opérationnels reconnus dans leur domaine »

Question : OUI , LESQUELS ? DES NOMS ET DES COMPETENCES A CITER svp

4.4 Des missions complémentaires

« Le projet s'intègre dans des thématiques (*là j'ai failli écrire des politiques*) plus larges telles que l'environnement, la souveraineté et l'innovation »

remarques et questions : - Cette citation fait froid dans le dos : l'environnement de qui ? Le nôtre ? peuple sacrifié sur l'autel du soit disant progrès à marche forcée ???

- Et la souveraineté évoquée interroge : une société Suisse avec des capitaux et des actionnaires d'origine non réellement identifiés A CLARIFIER

LA TRANSPARENCE DOIT ETRE FAITE SUR CE POINT MAJEUR

Messieurs d'UGIRING, n'employez pas des mots vides de sens pour vous !

5 EVOLUTION DU SITE EN L'ABSENCE DE MISE EN OEUVRE DU PROJET p172

« En l'absence du projet UGI'RING, le site serait resté sans activité pour une durée indéterminée. Une autre activité industrielle ou artisanale aurait pu s'implanter et profiter, comme UGI'RING, des conditions qu'offre le site en matière de desserte, d'infrastructure ou encore de localisation. Il est peu probable que cette zone ait été convertie en espace de logements (limitation PLU, impact_ environnemental de l'ancienne activité industrielle)»

remarque : CE N EST PAS A UGIRING , société Suisse, pilotée par on ne sait trop qui, DE DIRE CE QUI AURAIT OU N'AURAIT PAS EU LIEU . C'est à nos élus de le faire avec le soucis de leurs administrés ! (en les concertant par exemple)

Cà c'est sûr des logements sur un site industriel non dépollué c'est peu probable et encore moins souhaité ...donc ce site est définitivement perdu pour autre chose ?

***Non**, seulement il faut se creuser les méninges et se mettre sérieusement à un travail de réflexion (que nos élus ne semblent pas avoir la volonté de faire) afin de proposer des projets alternatifs.*

6. COMPATIBILITÉ AVEC LES DOCUMENTS CADRES (p173)

6.1 Documents cadres concernant l'urbanisme

6.1.1 Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Tarentaise Vanoise

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (**DOO**) est la traduction concrète du PADD et lui confère une valeur **prescriptive**. Il constitue le « règlement » du SCoT. Il s'organise autour de six axes, qui sont des déclinaisons des orientations définies dans le PADD. Ces axes sont spécifiés dans le tableau suivant.

Tableau 35 :

Axes du **DOO** présent dans le SCoT :

- | | |
|--|-----------------------|
| 1 Une Tarentaise qui préserve son capital nature | NON compatible |
| 2 Une attractivité touristique qui repose sur la qualité et la diversification | NON compatible |
| 3 Un territoire de qualité pour les résidents permanents | NON compatible |
| 4 Une offre commerciale structurée et des commerces vivants à l'année | NON compatible |
| 5 Une offre de mobilité plus efficace et des alternatives à la voiture solo | |
| 6 Une maîtrise des gaz à effet de serre et des consommations énergétiques, des risques et des nuisances anticipées | NON compatible |

La compatibilité du projet avec le DOO du SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale Tarentaise Vanoise) est abordée en Annexe 1.

Quand on va l'annexe 1 on trouve des tableaux de 4 colonnes reprenant les objectifs et où UGIRING coche la colonne concerné (ou pas) et fait des commentaires qui sont , je pense, insuffisamment argumentés voir fallacieux et notamment :

« Le projet s'implante au droit d'un site industriel existant et déjà imperméabilisé. Le projet prévoit de réutiliser les installations existantes (voiries, bâtiment, ...) sans créer de nouvelle surface artificialisée. Le site est implanté sur la commune de La Léchère depuis une centaine d'années et fait partie intégrante du paysage dans la vallée de la Tarentaise. Le projet prévoit la conservation de la quasi-totalité des bâtiments et espaces verts existants et limite de fait les modifications de visibilité. Les principales modifications de l'aspect visuel du site sont liées aux trois cheminées de 33 m et aux trois bâtiments de filtration projetés. Le choix des matériaux et des couleurs se portera dans un souci de sobriété et de cohérence paysagère avec les autres bâtiments du site et les sites industriels traditionnels voisins. De plus, la topographie et la physionomie générale du site est **avantageuse** (présence de talus et merlons en bordure de site, végétation développée dont arbres de hautes tiges et arbustes en périphérie, ...) et sera conservée dans le cadre du projet. »

*Remarque : CE SERA ENCORE PLUS LAID « mais dans un souci de cohérence paysagère » !!!
HUMOUR ... NOIR , comme le site.*

*D'ailleurs un montage photo a été fait ; il est de toute beauté : ciel bleu, usine pimpante (à faire rêver, mais hélas cela relèvera plutôt du cauchemar)
Et la topographie, **N EST PAS AVANTAGEUSE***

« Le projet prévoit la conservation et la réutilisation de la quasi-totalité des bâtiments existants. En termes de nouveaux équipements au droit du site, le projet implique principalement l'implantation de trois cheminées de 33 m et de trois bâtiments de filtration » _

*Remarque : IL Y AURA DONC BIEN DES CONSTRUCTIONS AYANT UN
IMPACT SUR LE SOUS-SOL AVEC DES RISQUES D'INFILTRATION ET DE*

DESTABILISATION

questions : est-ce que des constructions sans fondations sont possibles et sinon est-ce que des fondations sans affouillements ça existe ? Avec des normes parasismiques ?

7. EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT – MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION OU DE COMPENSATION ASSOCIÉES (ERC)

7.1 « Introduction La prise en compte de l'environnement doit être intégrée le plus tôt possible dans la conception d'un projet (que ce soit dans la nature du projet, de sa localisation, voire dans la réflexion sur son opportunité), afin qu'il soit le moins impactant possible pour l'environnement. Cette intégration de l'environnement, dès l'amont, est essentielle pour prioriser : les étapes **d'évitement** des impacts tout d'abord, de **réduction** ensuite, et en dernier lieu, la **compensation** des impacts résiduels **si les deux étapes précédentes n'ont pas permis de les supprimer.** »

7.2 « Présentation de la démarche Éviter-Réduire-Compenser (ERC) :

Le fonctionnement d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement a des effets sur l'environnement qu'il est nécessaire d'évaluer, d'éviter, de réduire voire de compenser.

La séquence éviter, réduire et compenser les impacts sur l'environnement dépasse la seule prise en compte de la biodiversité, pour englober l'ensemble des thématiques de l'environnement (air, bruit, eau, sol, santé des populations, ...). Elle s'applique, de manière proportionnée aux enjeux, à tous types de plans, programmes et projets dans le cadre des procédures administratives d'autorisation (étude d'impacts ou étude d'incidences thématiques, Natura 2000, espèces protégées, ...). Sa mise en œuvre contribue également à répondre aux engagements communautaires et internationaux de la France en matière de préservation des milieux naturels.

Dans la conception et la mise en œuvre de leurs projets, il est de la responsabilité des maîtres d'ouvrage de définir les mesures adaptées pour éviter, réduire et, lorsque c'est nécessaire et possible, compenser leurs impacts négatifs significatifs sur l'environnement. »

Question : qu'entend par « de manière proportionnée » aux enjeux ? Et par nécessaire et possible ???

7.3 Effets et mesures ERC – Phase chantier (se reporter p185à206)

« Dans le cadre du projet UGI'RING, les principaux travaux consisteront en :

« la démolition de trois des quatre bâtiments de filtration positionnés à l'extrême Sud du site (cf. Figure 110). »

« Les quatre silos actuels de stockage des poussières seront réutilisés si leurs caractéristiques le permettent, ou remplacés le cas échéant. Les quatre silos actuels de stockage des poussières seront réutilisés si leurs caractéristiques le permettent, ou remplacés le cas échéant.

Les manches du filtre conservé auront toutefois déjà été retirées et les conduits, planchers et silos, nettoyés de leur poussière par FERROPEM dans le cadre de leur cessation d'activité

- la démolition d'une partie du bâtiment abritant notamment un ancien four de FERROPEM
- la **construction** de trois cheminées de 33 m de hauteur, associées à la construction de trois nouveaux bâtiments de filtration ;
- la mise en place d'un **forage** de prélèvement des eaux souterraines et des réseaux associés ;
- la réalisation des **fondations** relatives au four de fusion, aux trémies, aux cheminées, aux nouveaux filtres, aux nouvelles machines, ... ;
- l'**enterrement de la cuve** de propane et la création des réseaux et de l'aire de dépotage associés ;
- l'installation des cuves aériennes de diazote et de dioxygène (réseaux identiques) ;
- la **réalisation d'une aire de lavage** des engins en lieu et place de box en béton à proximité de la

station de traitement des eaux Sud ;

- la mise en place des outils de production et de ponts roulants ;
- l'installation de box en blocs béton hors sol (stockage de matières premières, secondes, déchets et produits finis) ;

- l'installation d'un portique de **détection de radioactivité** (contrôle des matières entrantes et sortantes) ;

questions : Quelle radioactivité ??? les piles entrantes ne devraient pas en contenir forage, fondations, enterrement donc impact sur les milieux : sol et eaux

- l'aménagement du réseau d'eau incendie ;
- l'entretien des voiries internes. »

Effets et mesures ERC – Phase d'exploitation (p207à280) milieu humain

LA MESURE D'EVITEMENT PROPOSEE CONSISTE EN

« Création d'emplois »

question : EN QUOI CREER DES EMPLOIS C'EST A DIRE AJOUTER DES

PERSONNES SUR UN SITE VECTEUR DE POLLUTION ET DE DANGER TECHNOLOGIQUE EST UNE MESURE D'EVITEMENT ?

Trafic lié au projet

« Afin de réduire le trafic engendré par le site, les mesures suivantes seront mises en place :

- encouragement du personnel au covoiturage et aux modes de déplacement actifs (vélos, ...) ;
- optimisation des approvisionnements et des expéditions par le remplissage au maximum des poids lourds (double fret par exemple : arrivée sur site d'un poids-lourd chargé de coproduits en provenance du site UGITECH d'Ugine et retour rempli de ferro-alliages en direction d'Ugine). »

Remarque et question : AVEC LE PROJET , IL EST FAIT ETAT DE + 23% DE CAMION SUR RD 990 (par rapport à 2019)- voie déjà très dégradée -

- *sachant que ces camions seront chargés au maximum (quels tonnages ?)*

question : qui paiera les frais d'entretien de la route ???

P211 Agriculture

« Le projet n'aura pas d'impact sur les activités agricoles»

Remarque et question : D'où vient cette certitude ? Qui mangera nos bons produits de la vallée ?

Patrimoine culturel et archéologique

« Le projet n'aura pas d'impact sur le patrimoine culturel et archéologique. »

même question que ci-dessus

Tourisme et loisirs

« Le projet n'aura pas d'impact sur le tourisme et les loisirs. »

remarque : SI, IL Y A A PROXIMITE DU PROJET DES AMENAGEMENTS DE LOISIRS ET UN CENTRE THERMAL AVEC HOTEL ENTRE AUTRE DONC L'IMPACT EST FLAGRANT

Air

Il est proposé des « Mesures d'évitement :

ME2e : Captation des effluents gazeux et des particules fines tout au long du process

ME3e : Utilisation de systèmes de transport pneumatique

ME4e : Stockage des produits pulvérulents en silo

Mesures de réduction :

MR5e : Traitement des effluents gazeux et dépoussiérage – Respect des MTD (Là je traduis :

Meilleures Techniques Disponibles)

MR6e : Dimensionnement des cheminées (rejets atmosphériques en hauteur)

MR7e : Maintenance préventive des installations de filtration

MR8e : Fonctionnement des outils de production du lundi au vendredi, 48 semaines par an

Mesures de suivi :

MS1e : Autosurveillance des rejets atmosphériques »

remarques : LES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES :

– *QUELLES SERONT ELLES ?*

– *SERONT ELLES SUFFISANTES ?*

DES PERSONNES FORMEES ET EXTERIEURES AU PROJET SERAIENT BIEN VENUES POUR EXPLIQUER L'ENSEMBLE DE CES MESURES AUX CITOYENS AVIDES DE S'INFORMER

Sources d'émissions atmosphérique

On peut lire p212 :

« D'un point de vue global, les émissions atmosphériques de gaz et de poussières induites par le projet UGI'RING seront moindres par rapport à l'activité précédente réalisée par FERROPEM (utilisation de 6 fours de fusion contre 1 par UGI'RING, activités de concassage et de broyage non réalisées par UGI'RING, ...) »

*remarques : LA , LE CYNISME EST A SON COMBLE : une industrie nouvelle, sans antériorité dont UGIRING SAIT d'ores et déjà qu'elle sera moins génératrice de gaz et poussières que la précédente existant sur le site ! !!
CE N'EST PAS SERIEUX*

ET PUIS LES POLLUANTS SERONT DIFFERENTS, VOIR PLUS TOXIQUES, SURTOUT EN MELANGE . NO N ON NE PEUT PAS SE CONTENTER DE PRESUPPOSES !

toujours p212 :

« Les sources d'émissions dans l'air induites par le projet sont :

- Four électrique : production de **fumées** lors de la fusion des composés métalliques ;
- Dispositif de solidification du métal : émission de **particules fines** lors de la solidification du métal
- Sécheur : émanation **d'ammoniac** et de **particules fines** lors du séchage de produits et émissions liées au brûleur propane (le cas échéant, des solutions visant à limiter les consommations de gaz étant à l'étude) ;
- Préparation de charge : émission de **particules fines** lors des opérations de déchargement, de stockage et de transport des matières entrantes ;
- Trafic : émission de **gaz d'échappement** lors du déplacement des poids lourds et véhicules légers.

Dans une certaine mesure, les laitiers **pourront** être à l'origine de la **mise en suspension de particules fines dans l'air**. Pour rappel, suite à la phase de fusion, les laitiers seront stockés dans des cuiviers au sein du bâtiment de production pendant la phase de refroidissement à l'air libre (passage à l'état solide). Ils seront par la suite transportés jusqu'au bâtiment de stockage Nord pour les étapes de fin de refroidissement, de maturation et de stabilisation. »

*remarque : DONC DES FUMÉES ET DES PARTICULES FINES A TOUTES LES ETAPES !
ET EN PRIME DE L'AMONAC*

Traitement des émissions atmosphériques p214 à 218

Traitement des poussières – Dispositif de solidification du métal P 216à219

Traitement des émissions atmosphériques – Sécheur p218à220

Traitement des poussières – Préparation de charge P220

Caractéristiques des rejets atmosphériques et modalités d'entretien P220

Modalités d'entretien et analyses en continu P221

Autosurveillance des rejets atmosphériques P221/222

remarques : PAS DE COMMENTAIRES SUR TOUS CES ELEMENTS, TRES TECHNIQUES .MAIS PEUT ETRE POUVONS NOUS NOUS RETOURNER VERS NOS ELUS ET LA CCVA POUR NOUS EXPLIQUER TOUT CELA . LEUR DECISION D'APPROUVER CE PROJET POUVANT NOUS LAISSER CROIRE QU'ILS SONT EN CAPACITE DE LE FAIRE .

Valeurs limites d'émission dans l'air

« Afin de déterminer les Valeurs Limites d'Émissions (VLE) applicables au projet, les arrêtés ministériels et MTD suivants ont été pris en compte (seules ceux mentionnant des VLE dans l'air sont cités) « :

Cependant les valeurs limites d'émission (VLE) dans l'air (p222/223) fait état de rejets de :

- Poussières totales 5 mg/Nm³
- Monoxyde de carbone (CO) 100 mg/Nm³
- Dioxyde de soufre (SO₂) 200 mg/Nm³
- Oxydes d'azote (NO_x) 100 mg/Nm³ 300 mg/Nm
- Chlorure d'hydrogène (HCl) 50 mg/Nm³
- Fluorure d'hydrogène (HF) 5 mg/Nm³
- COV 20 mg/Nm³
- Méthane (CH₄) 50 mg/Nm³
- [Cadmium + Mercure + Thallium] (Cd + Hg + Tl) 0,05 mg/Nm³
- Mercure (Hg) 0,01 mg/Nm³
- [Arsenic + Sélénium + Tellure] (As + Se + Te) 1 mg/Nm³
- Plomb (Pb) 1 mg/Nm³
- [Antimoine + Chrome + Cobalt + Cuivre + Étain + Manganèse + Nickel + Vanadium + Zinc] (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn) 5 mg/Nm³
- Dioxines et furanes 0,05 ng/Nm³
- Ammoniac (NH₃) 50 mg/Nm³

Remarques : Et on voudrait que nous soyons complices de ce projet ?

Ceux qui le veulent sont des irresponsables !

Modalités d'autosurveillance

« UGI'RING, par le biais de **laboratoires agréés**, procédera à un contrôle annuel des rejets atmosphériques issus des dispositifs de traitement, afin de s'assurer du respect des niveaux d'émission mentionnés au chapitre précédent. Le contrôle annuel des émissions atmosphériques sera réalisé conformément aux normes en vigueur par des **laboratoires d'analyse agréés**. Pour rappel, l'émission de poussières sera également suivie en continu par le biais d'opacimètres, en application des Meilleurs Techniques Disponibles »

remarques et questions: DONC UN MIX DE SUBSTANCES DONT ON A APPRIS QUE CHACUNE D'ENTRE ELLE POUVAIT ETRE NEFASTE A LA SANTE SI RESPIREES , ET PIRE INGEREES (via pollution des sols et des eaux et de la chaîne alimentaire) ET QUE DIRE D'UN SEUL CONTROLE ANNUEL D'UGIRING DE CES REJETS ??? ICI, AUCUNE MESURE POUR EVITER REDUIRE COMPENSER (ERC) TOUTES LES POLLUTIONS GENERATRICES D'ATTEINTES MULTIPLES A L'ENVIRONNEMENT, A LA SANTE DES POPULATIONS, A LA QUALITE DE VIE ...

- EVITER, (car impossible)

- REDUIRE, (ce sera plutôt « accélérer », vu que la production risque de monter en puissance avec toutes ces piles qui sont partout)

- COMPENSER (là rien ! Et cela ne choque aucun des acteurs ayant validé le dossier)*

*question s : - Ces mesures sont elles censées nous rassurer ? Elles apparaissent souvent faciliter le dédouanement de responsabilité de l'industriel
- Quels organismes agréés, quelle indépendance vis à vis d'UGIRING.
Il est écrit « Autocontrôles » : A la lecture du dossier, la confiance est largement altérée donc on ne peut croire à leur efficacité*

Eau p226 / Consommation d'eau :

Forage – Prélèvement nappe de l'Isère Besoins process 27 600 m3/an

Lavages / incendie 1 100 m3/an

Total 28 700 m3/an

remarques : CES SEULS CHIFFRES , si l'estimation est bonne, donnent le tournis aux habitants connaissant chaque été des restrictions d'eau, la sécheresse sévissant.

REMARQUE : p228 ON TROUVE LA CITATION SUIVANTE

*« Or, la consommation annuelle d'eau du projet UGI'RING est estimée à environ 31 000 m3 . »
DONC OU EST LE BON CHIFFRE ??? (31000 ou 28700)*

PAR AILLEURS LORS DE LA VISIO CONFERENCE DU 11/03/2024 FAITE AVEC UGIRING IL A ETE MENTIONNE 200m cubes soit une consommation sur 365 jours de 73000 m cubes

Question : ENCORE UNE FOIS OU EST LA VERITABLE CONSOMMATION D' EAU DANS CE DOSSIER???

Gestion des consommations en période de sécheresse p227

« Parmi les conséquences concrètes du changement climatique figure l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des périodes de sécheresse. Dans ce contexte, l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement a été publié et est entré en vigueur le lendemain de sa publication. »

« Sont concernées par cet arrêté les ICPE soumises à enregistrement ou à autorisation et dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m3 . **Or, la consommation annuelle d'eau du projet UGI'RING est estimée à environ 31 000 m3 .** »

« D'autre part, le projet UGI'RING fait partie des **exemptions** suivantes, mentionnées à l'article 3 de l'arrêté susvisé :

- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux. En effet, le projet est concerné par les rubriques 2718 (régime de l'autorisation) et 2716 (régime de l'enregistrement) ;
- établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023. »

remarques : DONC ON VOIT QUE UGIRING LA LECHERE EST CONSIDERE COMME UN PROJET PROTECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET QUE DE CE FAIT IL PEUT PRELEVER DE L'EAU EN QUANTITE - grâce à des exemptions bien pratiques et opportunes - POUR SAUVER L'ENVIRONNEMENT NOUS AFFIRME T-ON !

PAS CELUI DE LA VALLEE EN TOUT CAS DONT L'AVENIR DEVIENT BIEN SOMBRE

Modalités de gestion des eaux (p228 et suivantes)

Le tableau (p229) synoptique général de gestion des eaux faisant état du traitement qui leur sera accordé interroge quant à leur rejet et à leur quantité (mentionnée page 231 soit 11 000 m³)

- eaux résiduelles (issues du process), soit :
- eaux issues du procédé de solidification de métal (circuit semi-fermé) ;
- eaux utilisées pour les activités de maçonnerie ;
- eaux utilisées pour éviter le gel des conduites (novembre-mars) ;
- eaux issues du lavage des engins (aire de lavage

existante) ; • eaux pluviales (eaux de toiture et de ruissellement au droit des voiries, des autres surfaces

« Les eaux pluviales (eaux de toiture et de ruissellement au droit des voiries, des autres surfaces imperméabilisées et des espaces verts).

*seront rejetées après passage dans une station de traitement dans les Nant de Naves et de Merderel et que les eaux de l'aire de lavage après passage dans une cuve de traitement (**LEQUEL**) seront rejetées dans le réseau d'assainissement de la CCVA.*

*Remarques: LA CCVA NE PEUT DONC QU'ETRE AU COURANT
CONTRAIREMENT A CE QUI A ETE DIT A LA REUNION FAITE SOUS L'IMPLUSION DE LA
POPULATION Question : le dossier a t-il été lu par ceux soutenant le projet ???*

*DONC DES REJETS DANS DES TORRENTS ET DANS LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF QUI POURRONT AINSI TRANSPORTER LES POLLUANTS MAJEURS
RESIDUELS VERS LES POPULATIONS PROCHES ET PLUS LOINTAINES même hors de la
Savoie !*

« les zones présentant un risque de pollution seront **imperméabilisées** »

*IL EST POURTANT FAIT ETAT PARTOUT QU'IL N'Y AURAIT AUCUNE
IMPERMEABILISATION DES SOLS*

question : qu'en sera t il réellement ?

Inondation , gestion des ouvrages hydrauliques, autosurveillance des rejets aqueux
tableau 49 valeurs limites d'émission rejets aqueux : ce tableaux fait état de rejet de substances
chimiques (polluantes et vectrices de maladies graves) , toutes respectant les valeurs limites
d'émission assurant ainsi l'absence d'impact sur le milieu récepteur (les nants de Nâves et de
Merderel) et indique un PH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C
dixit UGIRING

*REMARQUES : TOUS CES ELEMENTS INQUIETENT et ne sont pas de nature à
accepter ce projet à l'heure où l'on sait la vulnérabilité des eaux aux métaux et à la modification de
leur température et / ou de leur PH.*

modalités d'**autosurveillance**

sols et sous sols, *prélèvement des eaux souterraines, rejet dans les sols ou eaux souterraines, auto
surveillance des eaux souterraines, milieux naturels, mesures environnementales en phase
exploitation*

*Remarques : TOUTES LES MESURES QU'ELLES SOIENT D'AUTO
SUEILLANCE OU DU FAIT DES SERVICES DE L'ETAT NE CHANGERONT RIEN AU REJET
DE CE PROJET PUISQU'ELLES S'APPUIENT SUR DES LIMITES DITES ACCEPTABLES ET
QU'ELLES NE LE SONT PAS*

Paysages et approche visuelle :

« Pour rappel, le projet prévoit la conservation de la quasi-totalité des bâtiments et espaces verts
existants et limite de fait les modifications de visibilité. Les principales modifications de l'aspect
visuel du site sont liées aux **trois cheminées de 33 m et aux trois bâtiments de filtration
projetés** »

Remarques : LA, DIRE « LIMITE DE FAIT LES MODIFICATIONS DE VISIBILITE » RELEVE ENCORE UNE FOIS DU CYNISME LE PLUS ABSOLU et les mesures d'évitement et de réduction proposées ne le sont absolument pas !

Energie et climat : sources et consommation d'énergie
électricité : L'électricité utilisée proviendra exclusivement des barrages hydroélectriques, très nombreux dans la vallée de la Tarentaise et plus largement en Savoie et Haute-Savoie
« ... l'hydroélectricité est respectueuse de l'environnement et n'émet pas de gaz à effet de serre. »
remarque : PAS COMME CETTE USINE qui en plus diffusera ses polluants éternels

propane : cuve enterrée ce en attendant le gaz venant par gazoduc d'Albertville
fioul : 14 000 LITRES dans des cuves aériennes

remarque : gazoduc, payé par nos deniers au seul profit d'industriels qui nous feront mourir NON, on est pas des pigeons !
QUE DES MATIERES POURVOYEUSES DE GAZ A EFFET DE SERRE NON ?

Climat et changement climatique
LES PROJECTIONS CLIMATIQUES DUES AU CHANGEMENT DU CLIMAT PREVOIENT LA POURSUITE DE LA HAUSSE DES TEMPERATURES ET L'AMPLIFICATION DES PERIODES DE SECHERESSE

« Le fonctionnement du projet UGI'RING n'est pas particulièrement sensible à l'évolution climatique »
« Le projet n'est pas très vulnérable vis-à-vis de l'augmentation des températures, **bien que les besoins en refroidissement, et donc en eau, seraient augmentés.** »

Remarques : ON VOIT BIEN LA QUE SEUL LE PROJET EST PRIS EN COMPTE DANS CES DEUX PHRASES ET NON SON IMPACT EN PERIODE DE FORTE CHALEURS SUR LE CLIMAT ET SUR LE SURCROIT D'EAU NECESSAIRE .
CES DEUX SEULES PHRASES FONT ETAT ENCORE UNE FOIS DE LA NON PRISE EN COMPTE DES DANGERS REELS DE CE PROJET

Utilisation de déchets

« L'objectif du projet UGI'RING est de développer une filière de recyclage de co-produits peu ou mal valorisés par les industriels pour en faire des alliages »
« Les matières premières utilisées dans le process seront des déchets provenant de différentes industries :
• les battitures, mélange BGL (« Boues Grasses de Laminoir »)/poussières et BHM (« Boues d'Hydroxydes métalliques »)/poussières, qui sont des déchets métallurgiques provenant du site UGITECH à Ugine ;
• les piles alcalines et salines, qui sont des déchets issus d'un centre de tri situé en **France** ;

Question : (peut-on être sûr que ces piles ne viendront pas d'ailleurs et que leur provenance d'origine ou leur ancienneté ne présenteront pas de risques majeurs ?)

• les dopants nickel, qui sont des produits et des déchets qui proviennent principalement de France
(même question)
et expliquez « principalement »

production de déchets
tableau 51 p 257/258 (estimation annuelle attendue)

BEUCOUP BEUCOUP BEUCOUP **TROP** DE POUSSIÈRES si on fait le total : 7300 tonnes de poussières IL Y EN AURA BIEN QUELQUES UNES (de tonnes ? AÏE) QUI S'ÉCHAPPERONT NON ???

plus des laitiers : 6000 tonnes (dont des laitiers de piles dont on n'a pas le tonnage)

Fin de vie du projet P260 à 262

Remise en état du site

« En cas de cessation définitive de toutes les activités, l'exploitant s'engage à mener les actions nécessaires, conformément aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du Code de l'Environnement, pour que le site puisse être exploité par des activités industrielles (usage proposé compte-tenu du contexte de la zone industrielle et de son historique) »

Remarques : DONC UGIRING S'OCTROIE LE DROIT DE DIRE CE QUI DEVRA ÊTRE FAIT DANS LE FUTUR QUAND ILS AURONT BIEN EMPOISONNÉ CE SITE ET FAIT PLEURER TOUTE UNE VALLÉE POUR DES GÉNÉRATIONS ...ET NOS ÉLUS ONT VALIDÉ CELA!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!

questions : Quels budgets seront consacrés à la remise en état du site et la société polluante offre-t-elle les garanties nécessaires ?
Qui a vérifié et validé ce point financier ?

EVALUATION SUR LES RISQUES SANITAIRES (P4 Bis ERS)

Présentation de l'étude

p10 « Cette étude a pour objectif d'évaluer et de quantifier les risques sanitaires engendrés par les rejets du projet UGI'RING. Elle concerne l'exposition sur le long terme, exposition dite chronique, des riverains »

p17 : 10 à 15 trafic poids-lourds *ma question : quels tonnages ?*

p18 : seuls l'air et le sol sont retenus comme vecteur de transfert

ma question : pourquoi pas l'eau alors que lessivage des sols par pluies, nettoyage... et que les infiltrations sont inévitables ?

P19 : « Sont considérées comme personnes exposées ou cibles, l'ensemble des individus à **proximité** du site du projet. Ces individus sont par exemple susceptibles d'inhaler des substances émises dans l'atmosphère par ladite installation (effet direct) et de consommer des produits alimentaires cultivés sur un sol où ces substances se seraient déposées (effet indirect). D'autres catégories de personnes sont également visées : les enfants, les personnes du 3ème âge »
« Les individus susceptibles d'être exposés aux rejets du projet sur une longue période sont essentiellement les personnes travaillant ou vivant à proximité »

ma question : quelle est la définition de la proximité dans le cas présent ?

P21 Ingestion d'origine animale : « aucun élevage n'a été recensé sur le site de l'étude »e. → « **Voie d'exposition non prise en compte dans l'ERS** »

ma question : pourquoi les élevages de particuliers et la chasse ne sont-ils pas pris en compte ? (Les animaux ne se déplacent-ils pas?)

Ingestion d'eau superficielle ou de nappe à prendre en compte :

« **Voie d'exposition non prise en compte dans l'ERS** »

I remarque : il y aura inévitablement des infiltrations entraînant des polluants car les eaux sont capricieuses et enclinent à aller où elles veulent et le domaine de l'étude semble trop peu étendu

ma question : mais au fait quelle est réellement son étendue ?

Absorption cutanée de sol et de poussières, de polluant sous forme gazeuse /

« **Voie d'exposition non prise en compte dans l'ERS** »

ma question : la peau peut être touchée et le phénomène de grattage être vecteur de transport de particules toxiques dans l'organisme. Par ailleurs les enfants portent facilement leurs mains à la bouche et alors là il y aura double contamination. Pourquoi cette voie n'est pas prise en compte ?

P22 : scénarios d'exposition retenus

*remarque : Les scénarios ne parlent que des personnes résidant à **proximité** du site en faisant abstraction des populations un peu plus lointaines*

ma réflexion : la zone d'exposition est trop peu étendue le tableau p23 fait état de voisinage ! Et ma question : qu'en pensez-vous ?

Impossible d'évaluer les effets sur la santé des polluants pour un mélange

p25 pas de données représentatives pour COV

approximations pour formaldéhydes, benzène chrome hexavalent (forme la plus toxique du chrome)

p26 idem pour les PM10 et PM2.5

« Enfin, le chrome est exprimé sous sa forme « chrome total ». À ce jour, du fait de l'absence de retour d'expérience sur un procédé similaire, l'exploitant ne dispose pas de données représentatives de l'activité pour caractériser les émissions spécifiques de **chrome hexavalent (Cr VI), forme la plus toxique du chrome »**

question : Peut-on se contenter de ces données ou plutôt de l'absence de données alors que l'impact sur la santé sera avéré ?

Remarque : Des études poussées et indépendantes doivent être menées et démontrer le réel impact sur la santé

p27 : «Caractéristiques des matières entrantes et des gaz/poussières en sortie Les fumées émises sont principalement composées d'oxydes (de Zinc, Fer, Chrome, Nickel, Manganèse, Calcium ...) et de gaz (dioxyde de carbone, eau, soufre). Les proportions de ces composés varient suivant le type de campagne (piles ou coproduits) et les matières premières utilisées. »

p 28 interprétation de l'état des milieux (IEM)

les milieux d'exposition retenus sont l'air, le sol

Question : 14jours de prélèvements et d'analyse de la qualité de l'air du 14 au 25 mai 2023 et un seul point de prélèvement (figure 9 p29) SUFFISANT, vraiment ?

P40 tableau faisant apparaître milieu **vulnérable** pour l'arsenic, les poussières

p41 tableau faisant apparaître milieu **vulnérable** pour le chrome VI

P42 « Concernant le chrome VI, les PM10 et les PM2,5, UGI'RING propose de se rapprocher de ATMO AuvergneRhône-Alpes et/ou de l'ARS pour mettre en place une surveillance dans l'air **après** démarrage. »

*question et remarque : la surveillance a posteriori peut -elle être une garantie ? Quelles garanties que des mesures réellement appropriée seront prises et est-ce seulement possible ? Si c'est non il faut s'abstenir ! **Vulnérable** donc surveillance **après** : NON*

ACCEPTABLE

p47 tableau 12 résultats des prélèvements de sol de la zone d'étude

p51/52 Tableau 13 : Comparaison des concentrations mesurées aux valeurs de gestion – Milieu Sol
Ce tableau fait apparaître des risques pour Ni, Cu, Zn, As, Pb et des inconnues pour Mo, Sn, Sb (auxquels seront appliqués des valeurs toxiques de référence)

p53 Tableau 14 : Calculs des indicateurs de risque sanitaire – Milieu Sol

p54 Tableau 15 : Calculs des indicateurs de risque sanitaire – Milieu Sol – Analyse détaillée du plomb et de l'arsenic

p55 Tableau 16 : Synthèse de l'IEM Sol

remarque : il est à noter que ces tableaux mettent en évidence une vulnérabilité à l'arsenic et au plomb et que p 55 on nous dit : « Aucun de ces deux composés n'est susceptible de se retrouver dans les émissions du projet (il n'est pas attendu d'émission d'arsenic et de plomb ; aucune suite n'est proposée par UGI'RING, le projet n'entraînera pas de dégradation du milieu pour ces composés). »

remarque : ON EST NOYÉ sous des données pour l'arsenic et le plomb alors que l'on nous dit : Aucun de ces deux composés n'est susceptible de se retrouver dans les émissions du projet » Tout ça pour noyer le poisson ? (ou devrais je dire le poison?)

question : pouvez vous expliquer plus clairement cette façon d'interpréter la toxicité et la compatibilité réelle avec les risques encourus ? (en faisant appel à des chercheurs, médecins, spécialistes ... INDEPENDANTS)

P56 à 65 SÉLECTION DES RELATIONS DOSE-RÉPONSE

Les tableaux 17 à 19

p56 « L'identification du potentiel dangereux consiste à identifier les effets indésirables que les substances sont intrinsèquement capables de provoquer chez l'Homme »

« Ce chapitre se propose de présenter : • pour les substances disposant de valeur toxicologique de référence (VTR) : les VTR retenues ; • pour les substances ne disposant pas de VTR : les valeurs réglementaires et les valeurs guides disponibles dans la bibliographie. »

« À noter que : • les substances disposant d'une VTR sont présentées au chapitre 7.1.4 ; • **le fer, le méthane, le thallium et le tellure n'ont pas de VTR, ni de valeurs réglementaires/guides ; ils sont donc exclus de la suite de l'ERS** ; • les poussières PM2,5 et PM10, les NOx, le SO2 et le CO ne disposent pas de VTR mais disposent de valeurs réglementaires/guides ; ces valeurs sont présentées au chapitre 7.2 ; • le plomb, le cadmium, l'arsenic, le nickel et le benzène disposent de VTR (présentées au chapitre 7.1.4) mais également de valeurs guides/réglementaires (présentées au chapitre 7.2)

ma question Si je comprend bien : le fer, le méthane, le thallium, le tellure ne font l'objet d'aucune recherche ? Aucun risques pour la santé ???

p59 à 63 tableau 17 Pour chaque substances les voies d'exposition (inhalation, ingestion) et les effets critiques sont mis en évidence (atteinte système rénal, respiratoire, osseux neurologique, reproductif, cardiovasculaire, cutané, nerveux, reproductif, gastro-intestinal, sanguin, immunitaire, hépatique, thyroïde, effets reprotoxiques ... Avec application des Valeurs Toxiques de Référence
p64/65 tableaux 18 et 19 pour les substances ne disposant pas de valeur toxicologique de référence pour les substances suivantes : CO, NOx, SO2, PM2,5, PM10, benzène et certains métaux

« À noter que pour les substances ne disposant pas de VTR, il ne sera pas réalisé de calcul de risque sanitaire mais seulement une comparaison entre les concentrations modélisées dans l'air et les valeurs réglementaires et/ou guides »

p66 MODÉLISATION DE DISPERSION ATMOSPHÉRIQUE

« Le modèle utilisé pour la réalisation de la modélisation de dispersion atmosphérique est le logiciel ARIA Impact™, version 1.8.2 »

p68 « Le domaine d'étude est un carré de 6 km x 6 km, centré sur le site du projet »

p69 « Les données ont été obtenues à un pas de temps horaire, sur une période de 3 ans : • **du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017** avec le modèle WRF ; • **du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2021** pour le modèle AROME. »

Question : des données anciennes : sont elles vraiment représentatives ?

p70 / On retrouve l'allégation suivante : « Toutefois, il est à noter que les observations/**ressentis** sur site font état de vitesses de vent plus élevées que celles modélisées (souvent beaucoup de vent sur le site du projet), ce qui permet en réalité une meilleure dispersion des polluants »

remarque : pas très scientifique tout ça !

(Cet argument était repris au §3.3.1.3 vents de l'étude d'impact) je m'interroge : donc les polluants pourront être emmenés plus loin (donc moins de polluants sur l'environnement le plus proche - ceci pour rassurer les riverains ? – mais, plus, plus loin sur les populations et installations vulnérables (écoles, thermes, ehpad, équipements sportifs , camping ... celles citées au § 3.5.2 et 3.5.3)

question : est-ce bien raisonnable ? Des polluants pour tous, « délayés » dans l'atmosphère et se redéposant sur l'environnement, les corps, les sols et les eaux mais ... plus loin ! l'argument ne tient pas !

p74 à81 Caractéristiques des sources d'émission et résultats de la modélisation :

Des données techniques sur les sources d'émission atmosphériques difficiles à comprendre donc pas de commentaires de ma part

p82/83 QUANTIFICATION DE L'EXPOSITION POUR LE CALCUL DE RISQUE SANITAIRE (SUBSTANCES AVEC VTR)

« Exposition par inhalation : tableau 3 Concentration dans l'air en moyenne annuelle du point maximal du domaine d'étude »

« Calcul de la concentration d'exposition par inhalation : « Pour chacun des agents dangereux, l'exposition par voie respiratoire se traduit par une concentration moyenne inhalée (CMI), qui est la concentration du polluant dans l'air respirée par l'individu, en tenant compte de la fréquence et la durée de son exposition. »

« La CMI est exprimée en µg/m3 et calculée selon la formule générale suivante :

$$CMI = \frac{C \times TE \times F \times DE}{TP}$$

« Avec : • CMI : concentration moyenne inhalée en µg/m3

• C : concentration du toxique dans l'air en µg/m3 (estimée par modélisation)

• TE : taux d'exposition à la concentration C pendant une journée (x h/24h)

• F : fréquence ou taux d'exposition annuel (x j/365j) • DE : durée d'exposition (en année) / terme utilisé uniquement pour l'exposition aux substances sans seuil

• TP : temps de pondération (égal à la durée conventionnelle de la vie humaine, 80 ans) / terme utilisé uniquement pour l'exposition aux substances sans seuil

Hypothèse : les concentrations sont considérées comme égales à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments. »

mes remarques :

*donc, DES **PAGES 83 à 101** : des formules, des hypothèses, des déductions... visant à démontrer (pour UGIRING) que l'exposition aux risques et les risques sanitaires sont **acceptables** :*

voir p 96 : « les risques sanitaires liés au projet sont **acceptables** et ce, même pour le point le plus impacté du domaine d'étude et exposé 365j/365 et 24h/24»

voir **p 97** : « En conclusion, les risques sanitaires liés au projet sont **acceptables** et ce, même pour le point le plus impacté du domaine d'étude et exposé 365j/365 et 24h/24 »
et encore **p 100** : « Conclusion : seuls les NOx, les PM10 et les PM2,5 présentent des points du maillage où la concentration moyenne annuelle **dépasse certaines valeurs guides/réglementaires**. **Toutefois**, les fréquences de dépassement à ces valeurs repères restent très faibles »
et d'affirmer **p101** : « Pour rappel, les **valeurs considérées à l'émission dans le modèle de dispersion sont les valeur limites fixées par la réglementation** (ce sont des valeurs maximales à ne pas dépasser, **la grande majorité des émissions du site sera en-dessous de ces valeurs limites**) »

*mes questions : -peut-on faire fi des valeurs limite fixées par la réglementation ?
- est-ce acceptable de se contenter d'autant d'approximations ?*

P88/89/90 Paramètres de caractérisation et d'exposition des cibles

remarque et question : Là, vraiment je m'interroge quand je vois p88 dans le tableau 36 Paramètres de caractérisation et d'exposition des cibles et le tableau 37 poids du récepteur par tranche d'age

p 89 : Poids du récepteur (P) « D'après le guide l'INERIS de 2017 :

- l'adulte est caractérisé par un poids de 70,4 kg ;
 - **l'enfant est assimilé à un individu ayant un poids de 28,95 kg (moyenne 0-18 ans)**.
- Et **p 90** : « Quantité de végétaux ingérée (Qra, Qfe, Qfr) « Sur la base du même guide de l'INERIS de 2017, les valeurs retenues concernant l'ingestion de végétaux sont présentées dans le Tableau 38 suivant. Pour les enfants, il sera considéré une **moyenne** entre les quantités ingérées entre 0 et 18 ans. »

Remarque et questions : En fait, toutes les formules utilisées pour nous faire croire que les risques sanitaires sont suffisamment pris en compte ne tiennent pas compte des spécificités de chacun. C'est à la louche !

Les enfants exposé in-utéro ne réagissent pas de la même façon que des enfants de 28 kg. De même que les petits aux différents âges de leur développement, les maman allaitantes, les adolescents, les femmes – dont on sait aujourd'hui que les effets de certains médicaments, expérimentés sur des hommes uniquement, sont néfastes et/ou inopérants-. Et que dire des personnes déjà malades, âgées, ou fragilisées, déficientes immunitaires Etc ?

Donc toutes ces pages qui se parent de l'aura « scientifique » ne peuvent nous satisfaire.

NON l'humain ne se définit pas en kg de viande !

*Question : Qui est derrière ces formules ? Des scientifiques ? des médecins ? Autres ? (pilote par des lobbys?) Pourrait-on les rencontrer ?
Est-ce que dans les facultés de médecine ces équations sont apprises aux futurs médecins ??? Les médecins les connaissent ils ? Et si oui qu'en pensent-ils ???*

Remarque : Peut-on faire passer un projet industriel aussi néfaste avant la santé , au FORCING , en se basant sur des études aussi peu convaincantes qui considèrent la personne humaine comme une donnée négligeable ?

Pour relever les défis à venir de cette société en déclin, nous aurons besoin de CERVEAUX bien développés et non altérés par des nuées toxiques.

ENVISAGEONS L'AVENIR, VRAIMENT !

P97 et suivantes : Des **dépassements** des valeurs repère pour NOX, poussières PM 10, PM 2,5

P102 et suivantes : Des **hypothèses et des inconnues** , des **dépassements**, la non prise en compte de polluants secondaires ???????????

et **p104** : « incidence sur le niveau de risque : **Plutôt réaliste** ou surestimation, selon les substances (à valider lors d'une mise à jour de l'ERS **une fois le site en exploitation**)

p105/106 Choix des voies d'exposition : «incidence sur le niveau de risque **Sous-estimation négligeable** »

ma question : Qu'entend-on par là ?

p107 «Transfert des polluants vers l'intérieur des bâtiments

« Incidence sur le niveau de risque **Inconnue** »

Modélisation de la dispersion atmosphérique : « Les concentrations des polluants dans l'air, à la base de l'évaluation des risques sanitaires, sont... **on peut raisonnablement (???) penser que les incertitudes liées à la modélisation sont faibles.** » *question : (???) Est-ce valide ?*

remarque : On n'aura pas à se demander si on doit aérer ou pas !

« incidence sur le niveau de risque ; **Sans doute surestimation (beaucoup de vents faibles, à vérifier suite à la pose d'une station météorologique sur le site)** » *ma question Quand ?*

P108 : Périodes de fonctionnement en mode dégradé : « Incidence sur le niveau de risque : **Sous-estimation négligeable** »

p109/110 Conclusion : « Les résultats de cette étude permettent ainsi de conclure que le risque **sanitaire pour les populations riveraines du site est acceptable**, et reste sous les valeurs cibles aussi bien pour les effets à seuil que pour les effets sans seuil. À noter que **cette ERS pourra être remise à jour après la première année d'exploitation du site en affinant certaines hypothèses considérées ici** : • mise en place d'une station météorologique sur le site du projet (pour affiner les données météorologiques) ; • mesures à l'émission des quatre sources de rejets atmosphérique (pour affiner les flux à l'émission) »..

Donc toujours les mêmes questions :

- *Ceci peut-il être réellement « acceptable ?? ?*
- *comment pourra t-on pallier aux effets constatés APRES ?*
- *Une année d'exploitation aura bien le temps d'empoisonner tout le monde et de faire des dégâts sur les plus fragiles et ce sera trop tard Peut-on accepter ça ? De quel droit ?*

P11 Il est annoncé 5 annexes : 1 : prélèvement de l'air – 2 : prélèvement de sol – 3 : bordereau analyse air – 4 : b ordereau analyse sol – 5 : fichier synthèse ARIA impact

Et ... **Il n'y a rien** seul quelques pages d'un document ARIA Impact avec pour dates pour la simulation 1/1/2015 à 1/1/2017 et pour la date début données dans la base de données : 1/1/2015 fin de données 31/12/2017 ???????

Pouvez-vous apporter des éclaircissements sur le manque des annexes et sur cette étude ARIA bien ancienne ?

*Donc toujours les mêmes remarques : Trop d'approximations dans ce dossier; trop d'inconnues, trop de fausses vérités, pas assez de données, des probabilités, des considérations non vérifiées, des impasses sur certains points **UN DOSSIER FAIBLE, ORIENTE.***

Pour moi c'est définitivement NON au vu de cette étude risques sanitaires

POUR INFORMATION, des sites et des documents à consulter :

sante-enfants-environnement.com : « des scientifiques lancent l'alerte les pollutions chimiques sont dangereuses pour le cerveau des enfants »

medecinesciences.org « Neurotoxicité des produits industriels et développement cérébral médecine/sciences »

mnhn.fr « L'exposition à certains produits chimique pendant la grossesse perturbe le développement du cerveau » Ce site est celui du Museum d'histoires naturelles Des recherches sont faites sur ce thème dans son laboratoire de recherches

En fait il y a tellement de documents, émis par des organismes de référence, que l'on voit bien que les risques sont réels et quand on les lit on s'aperçoit que mêmes de faibles expositions peuvent avoir des conséquences désastreuses et même se reporter sur les générations suivantes !

PIECE6 annexe EIE A3 rapport biodiversité

p8 : 2 sites natura 2000 Massif de la Lauzière, ADRETS de TARENTAISE

« Les habitats ainsi que les espèces ayant justifié la désignation de ces sites Natura 2000 ont peu d'interactions écologiques avec l'aire d'étude immédiate. En effet, il y a peu de **probabilité** que le site industriel situé en fond de vallée accueille des espèces typiquement montagnardes. **Aucune contrainte réglementaire n'est identifiée en lien avec les zones Natura 2000 autour du projet »**

ma question : A quoi servent les zones Natura 2000 ? A quelles obligations engagent-elles

p15 : conclusions sur l'inscription du projet au sein des continuités et fonctionnalités écologiques :
Le projet est en accord avec le PLU et ne rentre pas en confrontation avec des éléments de continuité écologique identifiés par le SRADDET ou bien le SCOT. Le projet se situe dans un secteur très contraint pour les déplacements de la faune sauvage, notamment en lien avec la N90 qui remonte la vallée. Le réaménagement de cette zone industrielle déjà artificialisée et clôturée, n'est pas en mesure de remettre en cause les déplacements de la faune sauvage et la dissémination des espèces plus qu'ils ne le sont déjà au sein de la vallée de l'Isère. Aucune contrainte liée aux fonctionnalités écologiques locales n'est identifiée.

P28 Conclusion de l'analyse bibliographique : « La bibliographie mentionne la présence de 16 espèces végétales patrimoniales sur la commune de la Léchère, dont 12 potentiellement présentes sur l'aire d'étude immédiate. Sont également signalées sept espèces végétales exotiques envahissantes. Concernant la faune, 46 espèces d'oiseaux faisant l'objet d'une protection nationale ou étant menacées sont susceptibles de fréquenter l'aire d'étude immédiate. Les autres taxons regroupent 12 espèces protégées potentiellement présentes sur le site : 6 espèces de reptiles (Coronelle lisse, Lézard des murailles, Lézard à deux raies, Couleuvre d'esculape, Orvet fragile et Vipère aspic) sont potentiellement présentes dans les zones rudérales. L'Écureuil roux est quant à lui potentiellement présent au niveau des boisement de l'aire d'étude rapprochée à l'Est. 5 espèces de chiroptères fréquentent potentiellement le site en chasse/transit. Les données bibliographiques mettent en évidence **une richesse écologique faible à l'échelle de l'aire d'étude immédiate, en lien avec le fort taux d'artificialisation du site**. Lors de la prospection de terrain, une attention particulière sera portée sur les espèces protégées potentiellement présentes »

Remarque : p 29 la prospection du terrain très insuffisante voir ci-dessous

p 29 Le diagnostic écologique du site se base sur un passage réalisé par EODD le 17 mai 2023

Remarque : donc Une seule journée, une seule saison, un site d'étude réduit à l'emprise des bâtiments existants si on en croit la figure 3 p18

Le site a été parcouru à pied. La visite a surtout été axée sur la visite de l'ensemble des bâtiments du site, notamment ceux qui seront réaménagés dans le cadre du projet (bâtiment central et filtre n°1)

afin surtout de rechercher les potentialités de nidification de l'avifaune et les potentialités de gîte des chiroptères. La méthodologie appliquée se base principalement sur l'identification des potentialités d'accueil du site pour les espèces, ainsi que l'observation aléatoire sur site : • Avifaune : observations aléatoires aux jumelles, identification des espèces au chant et au visuel, caractérisation des habitats potentiels de nidification et des potentialités d'accueil du site pour les espèces patrimoniales. Aucun IPA n'a été effectué, mais le temps de présence sur site (environ 3h) a permis d'établir un inventaire suffisant au vu des faibles capacités d'accueil du site. • Mammifères terrestres : recherche de traces et d'indices de présence, caractérisation des potentialités d'accueil du site pour les espèces patrimoniales. • Chiroptères : recherche de gîtes potentiels (arbres creux, vieux bâtiments avec caves ou combles, grotte, pont, ...) et recherche d'indices de présence (guano, ...). **Aucune analyse acoustique** n'a cependant été effectuée pour identifier les chiroptères en vol.

p36 : Conclusion sur la Flore : « Aucune espèce protégée ou à enjeu de conservation n'a été recensée sur le site. **Bien que le site n'ait pas fait l'objet d'un inventaire floristique complet sur la saison d'observation (un seul passage au mois de mai)**, les potentialités d'accueil des espèces patrimoniales citées dans la bibliographie sont très faibles. Onze espèces exotiques envahissantes ont été identifiées. Les espèces inventoriées sur le site semblent s'être installées de manière naturelle sur le site qui n'est plus géré. Le Buddleja de David et le Robinier faux-acacia se sont massivement dispersés à travers l'aire d'étude immédiate. Les autres espèces ont également envahi l'ensemble du site mais sont présentes en plus faible densité. Ainsi, aucun enjeu réglementaire n'a été identifié »

p45 « Conclusion sur les insectes : En synthèse, aucune espèce n'a été observée lors de l'inventaire **(température trop faible)**. Cependant, les espaces en friches présents sur le site offrent des habitats favorables à la reproduction des rhopalocères et à l'alimentation des odonates. Parmi les espèces citées en bibliographie, aucune n'est protégée. Aucune contrainte réglementaire n'est identifiée concernant les insectes. »

ma remarque : les insectes sont exclus de l'environnement ?

Mes questions :- pourquoi ?(seraient-ils inutiles?)

- la période d'observation ne serait-elle pas inappropriée ?

p47 Conclusion du diagnostic écologique : « En conclusion, **il ne semble pas nécessaire** de poursuivre les inventaires écologiques afin d'appréhender pleinement les impacts potentiels du projet de restructuration de la zone industrielle sur les milieux naturels. Le projet est toutefois susceptible d'impacter des espèces protégées (Rougequeue noir, Moineau domestique Lézard des murailles, ...), ce qui nécessite de quantifier ces impacts et de **proposer des mesures d'évitement ou de réduction afin de rendre l'impact non significatif** »

p64 Conclusion des impacts du projet sur les milieux naturels

« L'aire d'étude immédiate (périmètre ICPE) est un site industriel en grande partie artificialisé. Les travaux de réaménagement n'auront que peu d'impacts sur les milieux naturels. La démolition des filtres dépoussiéreurs existants pourrait avoir un impact sur l'avifaune liée au bâti, tandis que la circulation des engins pourrait faire courir un risque faible d'écrasement aux reptiles et amphibiens du site. Des mesures d'évitement et de réduction adaptées aux sensibilités écologiques relevées dans l'aire d'étude seront mises en place dans le cadre du projet d'exploitation. Elles permettront d'exclure tout impact notable à l'accomplissement des cycles biologiques des espèces initialement affectées par l'exploitation.

Dans ces conditions, le projet ne nuira donc pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ainsi que dans les zonages locaux de protection, de gestion et d'inventaire de la biodiversité »

En conclusion, **il ne semble pas nécessaire de poursuivre les inventaires écologiques afin d'appréhender pleinement les impacts potentiels du projet de restructuration de la zone**

industrielle sur les milieux naturels. Le projet est toutefois susceptible d'impacter des espèces protégées (Rougequeue noir, Moineau domestique Lézard des murailles, ...), ce qui nécessite de quantifier ces impacts et de proposer **des mesures d'évitement ou de réduction afin de rendre l'impact non significatif**

Remarques et questions :

- A UGIRING , « il ne **semble** pas nécessaire dans sa conclusion « de poursuivre les inventaires écologiques afin d'appréhender pleinement les impacts potentiels du projet de restructuration de la zone industrielle sur les milieux naturels »

Alors que cette étude est un simulacre ! et UGIRING décide de ce qu'il est bon de faire !!!

- Ces mesures ERC sont un cautère sur une jambe de bois : sans intérêt !

- Il est évident que l'aire d'étude est insuffisante pour faire un état des lieux de la faune la flore et de leurs habitats et que l'observation in-situ faite sur une seule journée de printemps est insuffisante

ma question : Considérez vous les conditions réunies pour valider cette étude ?

MON AVIS après lecture : NON

PIECE 8 Directive IED Meilleures techniques disponibles

p 4 « Les meilleures techniques disponibles (MTD) se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer la base des valeurs limites d'émission et d'autres conditions d'autorisation visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble. »

« Par « **techniques** », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt. »

« Par « **disponibles** », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel concerné, dans des conditions **économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages**, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire de l'État membre intéressé, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès **dans des conditions raisonnables**. »

« Par « **meilleures** », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble. »

ma remarque : encore une fois l'économie avant la santé et les risques :

INACCEPTABLE

*ma question : Qu'entend t-on par conditions **raisonnables** pour l'exploitant ?*

Sont-elles principalement/ seulement économiques ? A clarifier

*là, je n'irai pas plus loin ! Seules les meilleures techniques doivent être employées
tout le reste n'est que blabla*

ON nous dit « industrie vertueuse, au service de l'environnement » QU'ELLE LE SOIT !

PIECE 2 DAPT DAE PRESENTATION ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUE DU DOSSIER

Objet de la demande :

« Cette demande d'autorisation environnementale concerne la mise en exploitation d'un site de valorisation de coproduits industriels pour la production de ferro-alliages, sur la commune de La Léchère, en Savoie (73), au droit de l'ancienne usine FERROPEM. Le projet est porté par la société UGI'RING (filiale d'UGITECH et appartenant au Groupe SWISS STEEL).

Cette demande est réalisée conformément au Code de l'Environnement – Livre I – Titre VIII (procédure de l'autorisation environnementale instaurée par le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017). Ce dossier de demande a été élaboré par la société UGI'RING avec le concours de la société EODD Ingénieurs Conseil. »

p9 : tableau 1 des informations disponibles **sur demande écrite**

p17 : « L'effectif total d'UGI'RING*, uniquement dédié au site, sera de **52** personnes.

P20 : « Un temps de stockage d'environ 6 jours de production est envisagé. Les déchargements depuis Ugine seront effectués en fosse, une reprise en convoyeur permettra de distribuer le prémélange dans des trémies de stockage »

* UGI'RING est une filiale d'UGITECH appartenant au groupe SWISS STEEL

p22 « Dopages nickel : Les dopages seront utilisés afin de monter le point nickel des matières premières pour que les granules de ferro-alliages produites puissent être utilisées sur le site UGITECH à Ugine. Il s'agit de produits contenant du Nickel, sous différentes formes (oxydes ou autres). »

Les dopants seront stockés à plusieurs emplacements : • en **big bag** et en **fûts** dans la zone Nord du bâtiment ; • en trémies couvertes au Sud du site

remarque : le type de stockage interroge sur leur fiabilité

p23 : même interrogation pour les matières secondaires

p23 On parle de l'acceptabilité des déchets indésirables dans les matières entrantes

question : Une explication plus poussée sur le procédé mis en place pour les déterminer serait la bienvenue

p24 On parle de contrôle visuel. *Ma question comment seront déterminés ceux nécessitant une analyse chimique*

Coproduits UGITECH et Dopage Nickel 1

« Lors des arrivages de matières en vrac, il est prévu de disposer de stalles de déchargement au sol en cas de besoin d'ajustement tampon. Le volume prévu pour les stalles est d'environ 100 m³. »

ma question Ou seront disposées ces stalles au sol (intérieur, extérieur ?)

Piles alcalines/salines = 710 t de piles

p25 produits dopants : « Pour cette fonction, les déchets ou produits commercialisés pourront être de différentes natures. Ils seront stockés à l'Ouest du bâtiment **en fûts ou big bag** sur une surface de 500 m². Ils seront **également** stockés en **trémies couvertes au Sud** du site ainsi que dans des trémies tampon à l'intérieur du bâtiment.

*Ma remarque : A la lecture de cette phrase on en déduit qu'ils seront stockés à l'extérieur sur une surface de 500 m², ce qui entraîne la même question : fiabilité des contenant ? idem pour les matières **pulvérulentes** stockées à l'extérieur (donc des produits sous forme de poudre facilement diffusables dans l'environnement)*

question : Il est indiqué pour ces matières « Informations sensibles non communicables » Cela veut-il dire que l'on n'a pas le droit de savoir à quoi on va être exposé ? CELA N'EST PAS ENTENDABLE !

P26/27 : Tableau 7 « flux des matières entrantes mises en œuvre » ON y voit des mentions :

« information sur demande écrite », des origines géographiques « Europe » « Mexique » « pays-Bas » et une note sous le tableau « : Sans être exhaustive, une répartition des codes déchets au sein de la famille « dopage » a été réalisée en l'état des connaissances actuelles, afin d'illustrer les déchets possibles en réception : , suit alors un tableau de ces fameux déchets complètement codifié »

ma remarque et question : Léger, cachottier, Ou est la transparence que l'on est en droit d'attendre ? LES TERMES « sensibles », « confidentiels » ... NE PEUVENT EN AUCUN CAS NOUS SATISFAIRE ! Il n'y a pas d'un côté les « SACHANT » et de l'autre les « MOUTONS A TONDRE »... ou pire à tuer.

P31 : On voit : des poussières riches en zinc (900t) et

« Dans un deuxième étage de filtration, du bicarbonate de sodium est injecté pour traiter principalement le dioxyde de soufre (SO₂). Il en résulte un précipité de sulfate de sodium pour la production de coproduits et de chlorure de sodium pour les piles. Compte-tenu du risque de pollution avec des traces d'autres éléments retenus à cette étape, dans un premier temps il est prévu une élimination en centre d'enfouissement technique de ces déchets. Environ 500 t de sulfate de sodium usagé et 500 t de chlorure de sodium usagé seront éliminées en centre d'enfouissement technique chaque année »

« Poussières issues du procédé de solidification du métal : Il est estimé que le procédé de solidification du métal générera des **fines** à hauteur d'environ 1 % du flux, pour chaque filière pile ou coproduits, soit environ 150 t/an. Ces **fines** seront recyclées dans le process UGI'RING

Après recherches les « fines » ont des dimensions inférieures à 0,063 mm

P33/34 tableau 8 synthèse des flux des matières sortantes : des tonnes de poussières (7300 t) dont 1000 t éliminées en centre d'enfouissement technique , des refus de prise en charge exceptionnels.

Questions : C'est quoi un centre d'enfouissement technique ?

Où se trouve t-il ???

Exceptionnels les refus de prise en charge : Sur quels critères peut-on l'affirmer ?

P35/36 Traitement des effluents gazeux

Remarque et question : - Peut-on être sûrs du bon entretien des filtres et de leur bonne utilisation sachant tous les « arrangements » faits régulièrement par les industriels sur ce point ?

- un filtre ancien (présent déjà sur le site) peut-il être réutilisé ?

P37 : Réseaux utilisés (§4.10) « Dans le cadre du projet, un **forage** de prélèvement des eaux souterraines sera réalisé dans les règles de l'art. À ce stade, le forage est prévu accolé à l'Ouest de l'aire de dépotage de propane. Le débit de pompage prévisionnel est de 200 m³ /j avec un fonctionnement de 20h/j, à raison de 10 m³ /h. La profondeur de prélèvement sera vraisemblablement de 25 m de profondeur, afin de capter la nappe d'accompagnement l'alinéa 4 de l'article 4 de l'arrêté du 11nt de l'Isère. Ce **forage** est réalisé en remplacement du prélèvement d'eau superficielle précédemment réalisé par FERROPEM au droit du Nant de Naves. La consommation d'eau brute est estimée à environ 29 000 m³ /an. » (Voir détail tableau 9)

*Remarques : le mot forage me fait penser au § 7.4.4.2 p 241 du document 4 présentant celui-ci : « A noter que cette zone d'implantation est située à environ 15m, soit à moins de 35 m du réseau d'assainissement (transport d'eaux usées domestiques), ce qui **ne répond pas** à l'alinéa 4 de l'article 4 de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration » et demande de déroger à l'alinéa 4 de l'arrêté sus-nommé pour de multiples raisons (se reporter à la p 242 du document précité)*

Remarque : les arguments avancés pour cette demande de dérogation sont encore constitué de « présumés et d'incertitudes »

question : Une dérogation peut elle être réellement donnée sur ces seuls arguments qui feraient frémir nombre d'hydrogéologues ???

P38/39 Rejets d'eau dans le Nant de Naves et le Nant de Merderel I, en respectant les valeurs de rejets réglementaires

question : SVP, éclairez-nous sur ces valeurs réglementaires Merci

p39 tableau 10 eaux résiduaires rejetées : : « 7 500 m3/an Station de traitement Sud puis **rejet au Nant de Merderel** (50 % de l'eau évaporée) » « 2000 m3/an avec **rejet au Nant de Merderel et de Naves** après station de traitement » « lavage des engins 500 m Cuve de traitement physico-chimique puis **rejet au réseau communal** » **soit une quantité rejetée estimée à 11 000 m3/an**

remarques et question : des rejets pollués, s'ajoutant aux polluants déjà existants dans des eaux qui poursuivront leur route pour polluer toujours plus loin l'environnement et des gens sur leur parcours qui seront bien étonnés de développer des maladies et cancers qu'on ne pourra pas attribuer à cette industrie mortifère Est-ce déontologiquement acceptable à l'heure de l'écologie ?

P43 Utilités mises en œuvre sur le site : le tableau 11 présente le tonnage de ces produits

« Propane 68512-91-4 Cuve enterrée 60 m3

Oxygène 7782-44-7 Cuve aérienne 29 t

Azote 7727-37-9 Cuve aérienne 31 t

Air comprimé - Cuves aériennes 2 x 840 L + 1 x 2 000 L

Fioul domestique (FOD) 68334-30-5 Cuves aériennes 4 x 300 L + 1 x 800 L + 1 x 2 000 L + 1 x 10 000 L

Acétylène 74-86-2 Bouteilles 0,2 t Huile de maintenance bidons 8 500l »

p45 Installations Classées pour la Protection de l'environnement (ICPE) le tableau 12 p46/à49 précise que des demandes d'information écrites sont nécessaires pour certaines rubriques idem tableau 13 p 50

p51 tableau 14 : des formules par type de dangers : santé, physiques, environnement

p52 tableau 15 avec note en bas de tableau : « Note : Dans un souci de précaution, les produits classés 47XX et les dopants Ni divers (4510) ont été assimilés à des produits dangereux pour l'environnement, alors qu'aucune FDS n'est disponible pour ces deux familles »

Pour info, après recherches FDS = fiche de donnée de sécurité (en anglais : safety data sheet ou SDS) est un formulaire contenant des données relatives aux propriétés d'une substance chimique concernant les risques et dangers (et les moyens de les réduire)

question : Est-ce-qu'il y a d'autres documents ou bien il n'en existe pas et donc on ne sait pas ? ET EST-IL RAISONNABLE DE SE PRONONCER SUR DU VIDE ?

P53 /54 /55 loi sur l'eau tableau 16

« Le projet UGI'RING est ainsi visé par la nomenclature IOTA associée à la Loi sur l'Eau. Ses activités relèveront du régime de la déclaration pour les rubriques suivantes :

- rubrique 1.1.1.0 : ouvrage pour le prélèvement d'eau souterraine dans la nappe d'accompagnement de l'Isère (nouvelle rubrique) ;
- rubrique 1.1.1.0 : piézomètres présents sur site (déjà déclarés à l'Administration) ;
- rubrique 1.1.1.0 : ouvrage pour le prélèvement d'eau superficielle dans le Nant de Naves (déjà déclaré à l'Administration) ;
- rubrique 2.1.5.0 : rejets d'eaux pluviales au milieu naturel (rubrique déjà déclarée dans le cadre de l'ancienne activité FERROPEM).

Question : rubriques 1.1.1.0 – 2.1.5.0 Il est dit « déjà déclaré à l'administration. »

Cependant, le projet étant différent de FERROPEM ne conviendrait-il pas de réévaluer les autorisations ?

P57 rayon d'affichage communes concernées « •La Léchère ; • Grand-Aigueblanche ; • Les

Avanchers-Valmorel. »

p58 Figure 15 : Rayon d'affichage ICPE du projet : ce rayon est de 3 km .

ma question : Est-ce- que toutes les communes déléguées, même hors rayon des 3 km, doivent être informées (ou n'existent-elles pas)?

P58/59 Calcul des garanties financières relatives aux sites Seveso seuil haut (garanties du 3° du R. 516-1)

p59 « l'obligation de constituer des garanties financières pour les installation Seveso seuil haut est régie par l'article R-516-1 3° »

p58/59 « Il existe deux types de garanties financières pour le projet UGI'RING : • les garanties financières relatives aux installations Seveso seuil haut, concernant les interventions suite à des événements accidentels (garanties du 3° du R. 516-1)

• les garanties financières relatives à la mise en sécurité du site à la cessation de son activité, appelées en cas de **défaillance** de l'exploitant lors de la fermeture de son site (garanties du 5° du R. 516-1) ; pour les installations Seveso seuil haut, ces garanties viennent en complément des garanties prescrites pour les événements accidentels. »

§ 6.1 p 59 « Les dispositions prévues par le Code de l'Environnement ont pour but d'assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, le financement du coût des **seules** opérations suivantes : • surveillance et maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ; • intervention en cas d'accident ou de pollution.

Les garanties financières **ne couvrent que des événements accidentels. Aucun événement de type chronique ne doit** être considéré. **De plus, les garanties financières ne couvrent pas les** éventuelles opérations de remise en état du site après exploitation (cf. chapitre 6.2 pour ce sujet) ».

Questions : concernant tout ce qui est souligné PEUT ON AVOIR

CONFIANCE ?

p59 On parle de méthode comportant 3 étapes . Ces étapes renvoient à des fiches

« cf.fiche 1 : Cette première fiche correspond à la quantité maximale de produit susceptible d'être présente sur site ainsi que la plus grande capacité de stockage pour chacune des rubriques dont la toxicité et la dangerosité ont été retenues à partir des FDS pour chaque produit

cf fiche 2 : Cette seconde fiche permet de sélectionner et d'évaluer les événements d'atteintes à l'environnement.

cf fiche 3 : Cette dernière fiche de synthèse permet de déterminer le montant des garanties financières. »

question : où sont ces fiches ?

P61à63 : Des formules « financières » sont indiquées pour calculer les garanties

questions : - Qui les valident ? Et nos collectivités sont elles bien informées sur ce sujet ?

— sont-elles à la hauteur des enjeux ? (On ne peut pas se contenter de simplement OUI)

P64 Synthèse du calcul des garanties financières

« 1 856 250 € pour les garanties financières relatives aux installations Seveso seuil haut ;

221 924,55 € pour les garanties financières relatives à la mise en sécurité du site à la cessation de son activité »

Annexes 1 – annexe 2 – annexe 3 – annexe 4 – annexe 5 : VIDES Où sont -elles ?

*remarque : il est dit « **non communiqué, contient des informations sensibles** » pour les 3 premières annexes Donc : si j'interprète bien, des informations cruciales*

qui ne peuvent nous être divulguées alors que ces informations nous sont nécessaires pour dire oui ou non à ce projet projet

pièce 7 ETUDE DE DANGERS

P15 « Les différentes parties traitées dans l'étude sont les suivantes : • Méthodologie de l'étude de dangers ; • Présentation du site et du projet ; • Résumé non technique ; • Analyse des risques liés à l'environnement ; • Analyse des antécédents et enseignements tirés du retour d'expérience ; • Identification et caractérisation des potentiels de dangers (liés aux produits et aux activités) ; • Description des moyens de prévention, protection et d'intervention ; • Analyse préliminaire des risques (APR) ; • Intensités des phénomènes dangereux (modélisations des scénarios d'accidents retenus) ; • Synthèse des effets domino ; • Cartographies des courbes enveloppes des modélisations des scénarios d'accidents retenus ; • Analyse détaillée des risques (ADR) ; • Positionnement des accidents majeurs de l'installation dans la matrice de criticité ; • Conclusion générale de l'étude de dangers ; • Annexes »

Tableau 9 p33: « Synthèse des matières entrantes dans le processus de fusion »

- Déchets métallurgiques issus d'UGITECH Coproduits (déchets contenant des oxydes métalliques) Aucun risque identifié(**non inflammable, non toxique pour l'Homme**)

Toxique pour l'environnement.

- Piles De type salines et alcalines Aucun risque identifié(non inflammable, non toxique)
Produits Produits contenant du nickel sous différentes formes Aucun (**non inflammable, non toxique aigu pour l'Homme**) **Toxique pour l'environnement**

Matières secondes Matières utilisées pour respecter une certaine qualité des produits de fusion (laitier et métal) 1 produit présente un **risque de feu couvant ou d'explosion** 1 matière présente un **risque d'échauffement** »

p37 « Les principaux risques identifiés pour le projet sont les suivants : • les fuites de gaz pouvant générer des explosions ; • les explosions consécutives à un contact entre le métal liquide et de l'eau ; • des incendies suite à un épandage de métal ; • des incendies et explosions au niveau du traitement des gaz ; • des fuites, incendies et explosions au niveau des installations électriques. »

Tableau 14 p37/38 « tableau des potentiels dangers du projet »

nature des dangers : incendie, explosions, pollution, émission toxique

Remarque : Certains cochent toutes les cases

p39 : « En conclusion, les risques sont maîtrisés et les mesures prises pour limiter l'impact du site sur l'environnement et pour pallier les incidents pouvant se produire sont suffisantes »

p44 sols : vulnérables non sensibles

hydrogéologie - eaux souterraines : vulnérables non sensibles

p46 Eaux : hydrographie eaux superficielles : vulnérables sensibles

remarque : vulnérable donc sensible

5.3.1.1.1.1.

p55 Il est également à noter que la commune de La Léchère n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

P64 risque sismique La commune de La Léchère est classée en zone de sismicité 4 au zonage national. Le risque de sismicité est donc considéré comme moyen.

P65 Le site étant classé Seveso seuil haut il est donc « à risque spécial », le risque sismique est donc retenu en tant qu'évènement initiateur dans la suite de l'étude

p76 Concernant le site du projet, le principal danger serait un accident lié aux transports de matières dangereuses sur la RN90 et sur la voie ferrée. Les bâtiments de production du site sont localisés à environ 50 m de la RN90 et 100 m de la voie ferrée. Même si les bâtiments restent éloignés de ces deux voies de transport, le risque TMD par voie routière et ferroviaire sera toutefois retenu

p81 « retour d'expérience externe base de données ARIA (Analyse Recherche et Information sur les Accidents – <http://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/>) du BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industrielles) »

on voit que l'accidentologie (voir les tableaux 19 à 21 et 23 à 27)

-liée au stockage des piles salines et alcalines sont **importants**

-liée au stockage propane **importants**

-lié au gaz naturel : **importants** (avec des causes inconnues, des erreurs)

ma question : Tous ces risques importants dont certains relèvent de causes inconnues, d'erreurs, peuvent ils être de nature à nous rassurer ?

6. Quelle interprétation l'administration en fait -elle ?

« Aucune inflammation n'est consécutive aux fuites qui n'ont donc pour conséquence qu'une perte de produit » (bas de p 8)

Remarque : là on voit que le gaz c'est bon pour la santé ! Et que seul le problème économique compte !

Ma question : quelle est la valeur de cet argument ?

P 84 liée au four électrique **important** voir tableau 21 (incendies, explosions...)

liée solidification métal : **importants** « Ainsi, pour l'opération de solidification du métal, le retour d'expérience recense l'**incendie** comme **risque principal**.

À noter que le déversement accidentel **pourrait** conduire à une **explosion** de métaux dans le cas de présence d'eau au sol »

p85 Accidentologie relative au traitement des gaz

liée post combustion

brûleurs propane : incendie, explosions, de **causes inconnues**

filtres à manche important (incendies, explosions)

p87 Accidentologie relative aux groupes électrogènes au fioul **très important**

p88 Accidentologie relative aux transformateurs **très important**

Remarque : Avec ces chiffres on voit que les risques sont bien mal maîtrisés et que les causes sont pour la plupart inconnues ! Et l'on nous vante une sécurité maximale ! Les risques sont trop importants pour laisser des industriels jouer avec leurs grosses allumettes si près de chez nous !

Mes question : - Tous ces risques très importants et/ou importants dont certains relèvent de causes inconnues, d'erreurs ... peuvent ils être de nature à nous rassurer ?

- Peut-on laisser des industries se faire la main sur la sécurité au fur et à mesure des accidents en jouant avec la vie humaine ?

- A combien d'accidents graves l'industriel a-t-il droit ?

P88/89 Synthèse du retour d'expérience « Le retour d'expérience sur des accidents survenus sur des installations similaires permet de constater que les accidents recensés sont principalement : • des **fuites** pouvant générer des **incendies** et des **explosions** au niveau des

installations de propane (réseau, dépotage) ; • des **fuites** pouvant générer des **incendies** et des **explosions** au niveau de la canalisation de gaz naturel ; • des **incendies** suite à l'épandage de métal liquide ; • des **explosions** suite au contact entre le métal et l'eau ; • des **incendies** et des **explosions** au niveau du traitement des gaz ; • des **fuites, incendies et explosions** au niveau des installations électriques (groupes électrogènes, transformateurs) eau ; • des **incendies et des explosions** au niveau du traitement des gaz

remarques : on voit que les accidents peuvent être générés de multiples façons et ne sont jamais anodins

Un rapport du Sénat (n°480 (2019-2020), tome1, déposé le 2 juin 2020 dit :

« La France est particulièrement exposée aux risques industriels, à l'origine de conséquences humaines qui restent importantes chaque année. »

« **En terme d'accidentologie**, le nombre total d'incidents et d'accidents recensés au sein des ICPE était de 827 en 2016, de 978 en 2017 et de 1112 en 2018, soit une augmentation de 34% en trois ans, à laquelle l'accidentologie des établissements Seveso contribue significativement (15% en 2016 22% en 2017, 25% en 2018) **Les établissements Seveso cumulent ainsi un quart des incidents et accidents recensés, alors qu'ils représentent moins de 0,3% du nombre total d'installations classées**, confirmant ainsi l'importance des risques qui sont associés à leur exploitation »

« **Les phénomènes accidentels observés** dans les ICPE sont majoritairement des incendies (46 %), suivi par les rejets de substances dangereuses (38 %) et plus marginalement des explosions (5 %). D'après le bureau d'analyse des risques et pollutions industriels (Barpi), l'analyse de l'accidentologie révèle une tendance : la répétition d'accidents déjà survenus au sein d'une même entreprise. »

« **La dangerosité des phénomènes accidentels (explosion, incendie, rejet toxique) entraîne chaque année des conséquences humaines importantes** qui frappent très largement les employés des installations industrielles, puis les sauveteurs, la population étant très peu affectée sauf cas exceptionnel, tel l'accident d'AZF en 2001. Tendanciellement, le nombre de blessés et de décès (5 en 2018) ne diminue pas sur le temps long . »

(Là on ne fait pas état des maladies générées par les polluants , que des accidents !)

« La Commission européenne souligne toutefois que « de tels accidents peuvent avoir des conséquences graves sur la santé humaine, jusqu'à causer la mort de personnes affectées et engendrer une pollution des sols, des eaux et de l'air. Il est clair que des progrès et des améliorations peuvent et doivent encore être accomplis, afin d'éviter de tels accidents et de mieux protéger les populations et l'environnement

« Les conséquences de la majorité des cas s'avèrent être des dommages matériels, et dans certains cas des dommages humains » (oui oui c'est écrit dans le dossier OUPS !

mes questions : - Combien ?

*- Quel est le taux de pertes humaines auquel l'industriel a droit ? Y a t-il un taux **acceptable** ? (terme tellement employé dans ce dossier)*

« Potentiels de dangers liés aux matières stockées »

P 90 à 95 tableau29 (à consulter absolument pour se rendre compte de tous les toxiques auxquels nous allons être soumis, même dans les meilleures conditions de fonctionnement de l'usine)

ma question : alors en cas de dysfonctionnement ? Quels moyens seront mis en œuvre pour les circonvenir et quels recours auront les GENS ?

Remarques : On ne pourra même pas choisir sa pathologie, on risque de les avoir toutes : cancers, nuisance sur le fœtus pour les futures mamans , sur la fertilité, anomalies génétiques, maladies respiratoires, allergies, lésions et brûlures de la peau, lésions des yeux ... et en l'état des faibles connaissances peut être bien d'autres choses, voire de nouvelles maladies.

*Et que peut-on dire des **classifications** de dangers, seraient elles existantes si les risques que présentent ces produits, n'étaient pas avérés ?*

*ma question : ces **classifications** s'appliquent t-elles à tous ???(vous savez ces logos que nous connaissons sur les produits ménagers, les produits dangereux, les poids-lourds...)*

p95 Tableaux 30 et 31 : Modes de stockage, quantités et localisation des matières
Là on voit des tonnes de ces produits « entrant et sortant » stockés en extérieur et/ou en intérieur (trémies, silos, big bag, vrac , cuves) dont on est même pas sûr que les quantités n'évolueront pas au fil du temps

mes questions : - qu'en sera t-il si c'est le cas ; quelles procédures d'autorisation et y en aura t-il à demander ?

- Les contenants sus mentionnés seront-ils suffisants, notamment pour le stockage extérieur ?

P100à p112« potentiel de dangers liés aux matières stockées sur le site »

Des risques de pollution de l'environnement , liés au stockage, sont établis pour les co-produits UGITECH, les préparation de co-produits, les produits dopants.

p112à 234 §8à15 : remarque : trop techniques donc des **explications requises**

p235 renvoie aux annexes 5 : rapport de synthèse du modèle PRISMARK – EODD 2023 et annexe 6 ; rapports de synthèse du logiciel PHAST – EODD 2023

ma question : des annexes en anglais est-ce bien normal ? La langue officielle dans notre pays n'est elle pas le français ? Et ce dossier ne doit-il pas pouvoir être consultable pas tous ?

(pour info a voir via site préfecture

Guide technique Application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement Version intégrant les dispositions du règlement CLP et la transposition de la directive Seveso III Mise à jour – Janvier 2020

Guide technique Aide à la classification des mélanges en vue de la détermination du statut Seveso et régime ICPE d'un établissement Version intégrant les dispositions du règlement CLP et la transposition de la directive Seveso III Décembre 2015 N° - DRA-15-149540-03477A)

CONCLUSION

Quand il y a une alerte à la bombe, les autorités envoient les démineurs. Là, ce sont les autorités qui installent la bombe. Serions nous des ennemis ?

Avoir lu ce dossier, a renforcé ma décision. Ce sera définitivement NON. Dire non à ce projet est une cause juste et responsable. C'est la seule envisageable !!!